



# Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES ET DE DEVELOPEMENT

Zoom sur le Togo emergent

N° 118 du 5 avril 2019 / PRIX 250 F CFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE

**NOUVEAU PRIX**  
**10000 FCFA**  
LE DECODEUR  
AU LIEU DE 15000 FCFA

**C'EST LE MOMENT DE PASSER A LA HD** ☎ 22 22 65 65

ET PROFITEZ DESORMAIS DE PLUS DE 50 CHAINES HD\*\*

LES BOUQUETS  
**CANAL+**



CEA : RAPPORT ECONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2019

## L'Afrique doit relever le défi du déficit du financement

« La politique budgétaire doit être au service du financement du développement durable. Les pays africains peuvent accroître les recettes publiques de 12 à 20% du PIB en adoptant un cadre d'action visant à renforcer la mobilisation des recettes dans 5 domaines clés », tel est le message qu'a fait passer Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) le 23 mars à Marrakech (Maroc), au cours du lancement du Rapport Economique sur l'Afrique 2019 en marge de la 52ème Session...

P.2

INTÉGRATION RÉGIONALE

**Après l'Ethiopie, la Gambie ferme la marche des 22 ratifications, minimum nécessaire pour l'entrée en vigueur de la Zleca**

TOURISME AXE 1 DU PND



**Le Togo ambitionne optimiser les performances de la gestion des structures hôtelières**

INVITE DU JOURNAL

M. DOSSO BAKARY, DIRECTEUR PAR INTERIM (BSR-AO/CEA)



«Le dossier sahel est une préoccupation pour le Secrétaire général des Nations Unies»

FORUM ÉCONOMIQUE TOGO-UE



**Le portail web officiellement lancé**  
[www.forumtogo-ue.tg](http://www.forumtogo-ue.tg)

L'AXE 2 DU PND EN ÉBULLITION

**Rencontre de Bruxelles sur les crises alimentaires:**

- Le ministre Noel Bataka, saisit les opportunités pour le Togo
- Forum National du Paysan Togolais : Les filières manioc, sésame et fonio à l'honneur à Kara du 11 au 13 Avril prochain



## ECO FLASH

## DETTE PUBLIQUE

**Le Togo retrouve son meilleur indicateur sous la barre des 70%**



Alors qu'elle plafonnait à plus 80% à la fin 2016, la dette publique du Togo est passée en dessous des 70% fin mars de cette année, a déclaré Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances, le 2 avril 2019. Cette baisse significative dans cette période est l'aboutissement de la volonté du pays d'inverser la tendance haussière de sa dette publique. En effet, « l'important effort budgétaire amorcé en 2017 s'est poursuivi jusqu'en septembre 2018 », constate la mission. Et bien qu'il y ait inflexion des résultats vers la fin de l'année, ils sont dus à des recettes qui « ont été inférieures aux objectifs et quelques lignes de dépenses [qui] ont dépassé les prévisions ». Du reste, « les réformes budgétaires structurelles et les autres programmes de réforme progressent ». Notons cependant, dans cette toile de fond, une légère hausse de la dette extérieure du pays, passant de 19,9% du PIB à fin décembre 2017 à 20,5% au même mois en 2018. La dette intérieure amorçant un mouvement inverse, de 58,8% à 56,7% du PIB dans le même temps.

## ECONOMIE

**Le FMI prévoit un taux de croissance de 5% en 2019**

Selon le Fonds monétaire international (FMI), le taux de croissance au Togo pourrait atteindre un peu plus de 5 % en 2019. C'est la conclusion d'une mission à Lomé du 20 mars au 02 avril dans le cadre de la revue de la FEC (Facilité élargie au crédit). Une telle performance serait en cohérence avec la tendance actuelle, en effet, « Après avoir connu une forte décélération en 2017 en raison des tensions sociopolitiques qu'a connu le pays, la croissance économique s'est accélérée pour atteindre un taux de 4,9% en 2018. », informe Ivohasina Razafimahefa, chef de la mission. Par ailleurs, à moyen terme, la mission prévoit un taux de croissance économique annuel de 5,5%, facilité notamment par l'amélioration du climat des affaires et des infrastructures publiques, avec un rôle important accordé au secteur privé, comme moteur de cette croissance. Notons qu'il a également été salué « l'important effort budgétaire amorcé en 2017 » qui s'est poursuivi jusqu'en décembre 2018. Le Togo a ainsi respecté en 2017 (et 2018) le critère de déficit de l'Uemoa axé à 3% du PIB, soit deux avant l'échéance convenue entre les États membres.

## MÉDIAS

**Apothéose des séries de formations du CONAPP sur la vulgarisation du PND aux journalistes des 5 régions du Togo**

Le gouvernement togolais a une feuille de route quinquennale pour renforcer les mécanismes d'inclusion ; le renforcement du système éducatif et de la

FCFA (2,9 milliards \$), représentant 35% du coût global. Le gouvernement prévoit une croissance économique qui se situe à 6,6% en moyenne par an pour atteindre 7,6% en 2022. Selon les objectifs, le PND devrait permettre de fournir à plus de 500 000 personnes un emploi direct durable et décent. L'amélioration de la compétitivité et de la productivité de l'économie contribuera elle, à relever le revenu par habitant de 9,7% à 670 \$, avec une amélioration de la distribution, selon une première estimation. C'est pour jouer sa partition dans la vulgarisation et l'appropriation par les populations du PND que le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) et la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) ont lancé à Lomé le 22 mars le « Projet de vulgarisation du PND ». Des formations ont eu lieu dans les 5 régions économiques du Togo (Dapaong, Kara, Sokodé, Kpalimé) et ont pris fin le 02 avril avec les journalistes de la région maritime et de Lomé. Le formateur Vincent Kavogue, Expert en développement pense que les médias ont un rôle prépon-

dérant à jouer dans la réussite de ce plan ambitieux et de transformation économique du Togo. « Nous croyons que ces formations, à l'endroit des journalistes



couvrant la période 2018-2022. Le programme qui désormais servira de document de référence pour le pilotage de l'action gouvernementale et les relations avec l'ensemble des partenaires du Togo, permettra dans son premier axe de mettre en place un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région, son deuxième axe va s'atteler à développer des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives et enfin pour l'axe 3, le programme cherchera à consolider le développement social et

formation professionnelle, la fourniture des services sociaux de base (soins de santé de qualité, eau, électricité domestique), l'employabilité des jeunes, l'inclusion financière, l'équité et l'égalité des sexes, la protection sociale et de l'environnement. Le PND nécessitera un investissement estimé à plus de 4622,2 milliards FCFA, avec une participation du secteur privé à hauteur à plus de 2999,1 milliards de FCFA (5,4 milliards \$), soit 65% du coût global. Les dépenses d'investissement public, quant à elles, sont attendues à 1623,1 milliards de



de toutes les régions, permettront de bien informer les populations même dans les hameaux les plus reculés sur les grands axes du PND afin qu'elles s'approprient des grands projets sociaux économiques en leur faveur », a expliqué El-Hadj Arimiyo Tchagnao, président du CONAPP. Le PND a été officiellement lancé le 04 mars dernier par le Chef de l'Etat togolais.

Ghislain

## CEA : RAPPORT ECONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2019

**L'Afrique doit relever le défi du déficit du financement**

« La politique budgétaire doit être au service du financement du développement durable. Les pays africains peuvent accroître les recettes publiques de 12 à 20% du PIB en adoptant un cadre d'action visant à renforcer la mobilisation des recettes dans 5 domaines clés », tel est le message qu'a fait passer Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) le 23 mars à Marrakech (Maroc), au cours du lancement du Rapport Economique sur l'Afrique 2019 en marge de la 52ème Session et Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (COM2019).

Ces 5 domaines clés visant à mobiliser les recettes se déclinent ainsi : les Options en matière de politique budgétaire démontrent que la transition vers l'Afrique est possible pour accélérer la croissance durable et inclusive. Ceci incombe que l'Afrique a besoin d'accroître sa productivité en « augmentant l'investissement pour l'établir 30% à 35% du PIB et accroître les recettes publiques pour financer les dépenses à la faveur de la réalisation des ODD », lit-on dans le rapport. Les options en matière de politique fiscale, suggèrent que l'accroissement des recettes publiques de 12 à 20% du PIB est possible en « mettant en œuvre une politique budgétaire contracyclique de 5%, taxant les secteurs difficiles à atteindre de 4,6%, prélevant des recettes non fiscales de 2%, introduisant la fiscalité électronique à 6%, luttant contre l'évasion et la fraude fiscale de 2,7%. En ce qui concerne les options en matière de recettes non fiscales, le rapport Economique fait remarquer que la politique budgétaire pourrait favoriser une croissance inclusive en Afrique ; « l'Afrique est classée deuxième dans le monde pour ce qui est des inégalités de revenus, derrière l'Amérique latine, à cet effet, l'augmentation des dépenses publiques de +1% doit entraîner une croissance inclusive de 0,27%. Les options en matière d'administration fiscale, prouvent



que la réduction des impôts n'a pas d'influence significative sur l'investissement ; « sur les 12 facteurs qui influent sur les décisions d'investissement, les incitations fiscales arrivent en 11è position », relève le rapport. En dernier ressort, les options concernant le secteur des ressources naturelles sont considérées comme des stratégies pour une meilleure gestion de la dette « soutenues par l'approfondissement des marchés intérieurs des capitaux et un plus grand recours à des emprunts libellés en monnaie nationale », souligne le rapport. « Malgré des réformes fiscales, qui ont porté le ratio recettes fiscales/PIB à plus de 15% en moyenne, entre 2000 et 2017, un important déficit de financement subsiste estimé à 230 milliards de dollars par an. Il doit être réduit pour que l'Afrique puisse réaliser ses objectifs de l'agenda 2063 et respecter l'échéance fixée pour le Programme 2030 des Nations Unies », a lancé Vera

Songwe. En matière de politique budgétaire sur le continent, le Maroc est l'un de ces pays dont le ratio impôts/PIB est déjà de 25%. Au Rwanda, le passage à la numérisation a permis à l'Etat d'augmenter ses revenus de 6% ; en Afrique du sud, il a permis d'améliorer la collecte de 22%. Si l'Afrique a besoin annuellement de 210 milliards de dollars pour financer les infrastructures de base, la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation et l'atténuation des effets des changements climatiques et des besoins d'investissement, selon la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le rapport recommande aux gouvernements africains « de se donner une marge de manœuvre budgétaire pour les objectifs prioritaires de développement économique et social en renforçant le contrôle et l'efficacité des dépenses ».

Augustin

SOCIÉTÉ

## La diaspora, une opportunité non négligeable pour le développement du Togo



Comment organiser la Diaspora pour sa meilleure implication plus active dans les efforts de développement au Togo ? C'est à cet effet, que le ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des togolais de l'extérieur, Prof Robert Dussey, a présenté lundi la feuille de route du gouvernement pour les Togolais de l'extérieur. C'est la volonté manifeste de Faure Gnassingbé, le président de la République du Togo de montrer l'importance et le rôle de la diaspora dans la transformation économique et le développement du Togo. En outre, les autorités togolaises considèrent que la nation togolaise doit être une communauté de citoyens qui a un destin commun. Il s'agit pour la diaspora togolaise d'être une part non négligeable du contrat social du président de la République. La feuille de route s'articule autour de trois axes majeurs, la valorisation du capital humain, économique et social de la Diaspora, le renforcement de la communication entre le gouvernement et la Diaspora, l'amélioration de la protection et

enfin la défense des intérêts des Togolais vivant à l'étranger. « Nos compatriotes de la diaspora ont le droit d'attendre de la patrie mère plus de protection. La mise en œuvre de la feuille de route permettra à notre pays de faire de la diaspora un partenaire stratégique du nouveau Plan national de développement qu'avait lancé le Président de la République le mois passé notamment à travers la promotion des transferts de compétences et d'activités, le renforcement des relations entre les acteurs nationaux et les togolais expatriés et la mobilisation des ressources », a fait savoir Robert Dussey. Si, environ 2 millions de Togolais vivent à l'étranger (Afrique, en Europe et en Amérique du Nord), la nouvelle politique du gouvernement en direction de la diaspora entre dans le cadre d'un projet de construction nationale orienté vers l'avenir. C'est pourquoi, le gouvernement projette les 28 et 29 novembre prochains à Lomé l'organisation d'un Forum économique des Togolais de l'extérieur.

Jojo

## FORUM ÉCONOMIQUE TOGO UE Le portail web officiellement lancé [www.forumtogo-ue.tg](http://www.forumtogo-ue.tg)

En prélude à la tenue du premier Forum Économique Togo - Union Européenne qui se tiendra les 13 et 14 juin 2019 à Lomé, le comité d'organisation du forum a officiellement lancé le 01 avril à Lomé un site internet bilingue (anglais, français) dédié à ce grand événement; il s'agit « [www.forumtogo-ue.tg](http://www.forumtogo-ue.tg) ». Cette plateforme va non seulement permettre aux participants de s'enregistrer en ligne, servira de cadre pour faire la promotion des investisseurs nationaux et aussi, permettre aux porteurs de projets fiables et bancables de soumettre leurs initiatives. Placé sous le Haut Patronage de Son Excellence Faure GNASSINGBE, Président de la République Togolaise, le Forum Économique Togo - Union Européenne (FETUE), premier du genre, est l'une des plus importantes rencontres d'affaires de l'histoire économique du Togo. Consacré aux investisseurs togolais et européens, le FETUE est une occasion pour réunir de grandes personnalités et des investisseurs de renom du monde des affaires Européens et Togolais, des décideurs politiques, des banquiers et financiers, des patrons des institutions financières africaines et sous régionales, des patrons de fonds d'investissement, des partenaires académiques et de développement soutenant la croissance économique et le développement au Togo.



Durant deux jours, environ 400 participants dont 300 investisseurs des 28 Etats membres de l'Union européenne et du Togo y compris la diaspora togolaise vont explorer les opportunités d'investissement et de partenariat entre le Togo et l'Union Européenne. La participation des investisseurs togolais est tout de même conditionnée à une contribution symbolique de 50 000 FCFA. Au cours du FETUE les projets phares du Plan de Développement National (PND) 2018-2022 seront mis en exergue notamment les secteurs de l'agriculture, l'énergie, le tourisme, l'économie bleue, l'éducation, la santé, les TICs et les infrastructures. Une croissance économique de 7,6% est attendue d'ici 2022, avec le soutien et la participation accrue du secteur privé.

Théophile

## L'AXE 2 DU PND EN ÉBULLITION

### Rencontre de Bruxelles sur les crises alimentaires: Le ministre Noel Bataka, saisit les opportunités pour le Togo

● Forum National du Paysan Togolais : Les filières manioc, sésame et fonio à l'honneur à Kara du 11 au 13 Avril prochain

Le ministre togolais de l'agriculture, de la production animale et halieutique, Noel Bataka a pris part du 2 au 5 avril 2019 à Bruxelles, à une réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). A Cette Rencontre internationale de haut niveau, plusieurs



thèmes ont été débattus. Entre autres, les défis socioéconomiques liés à la construction de systèmes agro-alimentaires résilients, les opportunités et approches innovantes en matière de résilience climatique, les conflits, l'insécurité et les crises alimentaires, les systèmes d'information et la prévention des crises alimentaires et la prévention des crises alimentaires à travers des systèmes de gouvernance mieux structurés.

La rencontre de haut niveau sur les crises alimentaires a permis au Togo de se positionner comme fournisseur de produits dans la sous-région ouest-africaine et en Afrique afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. C'est l'un des acquis de ce pays qui a engagé plusieurs réformes et élaboré son Plan national de développement 2018-2022 dont l'axe 2 vise le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives. Le pays dispose également de beaucoup d'atouts qui favorisent cette ambition. L'autre acquis de la participation du Togo à la réunion de Bruxelles, c'est l'annonce faite par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) de prendre part à la 11ème édition du Forum national du paysan togolais qui se tient du 11 au 13 Avril 2019 à Kara. Comme cette institution continentale, d'autres organisations européennes ont eu des échanges avec la délégation togolaise et les contacts sont pris pour que des partenariats soient noués à terme pour des actions concrètes. Il faut préciser que la rencontre de haut niveau à Bruxelles en Belgique à laquelle ont pris part plusieurs pays dont la République Togolaise et des personnalités et responsables d'institutions venus du monde entier représente une occasion stratégique et unique de réunir la communauté internationale et la société civile afin de créer une nouvelle dynamique permettant de relever collectivement les défis sur la base de preuves scientifiques et consensuelles.

#### Forum National du Paysan Togolais

L'organisation de la 11ème édition du Forum National du Paysan Togolais (FNPT) placée sous le thème « Les pôles de transformation agricole pour valoriser les potentialités au Togo: une nouvelle vision traduite par le PND », a été donnée au cours d'une conférence de presse tenue le 29 mars dernier à Lomé par les responsables du Ministère de l'Agriculture et de la Production Animale et Halieutique. Cette rencontre qui va réunir une pléiade d'acteurs du monde agricole (producteurs, transformateurs etc) et rural a pour objectif de renforcer la dynamique de développement des pôles de transformation agricole à travers l'organisation, la structuration et le financement des chaînes de valeurs agricoles afin de contribuer

efficacement à l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement (PND 2018 -2022). Il sera question entre autres de, sensibiliser et informer l'ensemble des acteurs du secteur agricole sur les objectifs du PND, formaliser des contrats d'achat dans le cadre du mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risque (MIFA), faciliter l'accès aux marchés et aux facteurs de production des petits producteurs à travers des tables filières, structurer les opportunités de développement d'entreprises le long des chaînes de valeur pour les jeunes, renforcer l'approche d'implication du secteur privé dans le développement des agropoles et le financement des principales filières agricoles et aussi, promouvoir la démarche qualité tout le long des chaînes de valeur agricole. Au nombre des activités de cette 11ème FNPT on aura, des rencontres B to B, des travaux en commission, et une mini foire agricole parallèlement au FNPT qui couvrira la période du 06 au 13 avril soit huit (8) jours. Cette mini foire agricole servira de cadre à une présentation des innovations techniques, des produits agricoles et Agro industriels, des échanges d'affaires entre les acteurs au niveau des différents maillons des chaînes de valeurs et, une présentation des offres de services agricoles et agro industriels. En vue de leurs valorisations, des technologies vont être mis en exergue autour de trois (3) filières notamment les filières manioc, sésame et fonio. Pour le manioc, il s'agira de faire voir toutes ses potentialités, ressortir les 40 mets que peut-on en tirer. Montrer les valeurs du sésame qui est plus une culture d'exportation ainsi que celles du fonio. Des journées spéciales seront organisées pour chacune de ces filières meublées par des émissions radios, des conférences-débats en lien avec ces trois (3) filières ainsi que des séances de dégustation de mets locaux. Pour Noël Koutéra BATAKA, Ministre de l'agriculture : « Ce forum va plus être un rendez-vous de valorisation ». Devenu un événement annuel valorisant le monde agricole, le Forum National du Paysan Togolais (FNPT) est un cadre de réflexion et d'échange pour le développement et la promotion de l'agriculture togolaise. Il cadre avec la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) lancé il y a quelques jours la le Chef de l'État et dont les ressources serviront à mettre en place les agropoles à travers la réalisation d'infrastructures critiques, l'installation d'usines de transformation à haute valeur ajoutée, la structuration et la facilitation de l'accès des acteurs des différentes chaînes de valeur agricole aux facteurs de production. Les inscriptions sont ainsi ouvertes pour cette 11ème édition du FNPT.

KPOWOADAN Yao

## MARRAKECH

## La CEA a permis aux ministres africains d'examiner les politiques fiscales à l'ère du numérique

Les travaux de la 52<sup>ème</sup> conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique (COM2019) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) se sont déroulés du 26 au 27 mars, à Marrakech, au Maroc, autour du thème "la politique budgétaire, le commerce et le secteur privé à l'ère du numérique : Une stratégie pour l'Afrique", a-t-on constaté sur place. C'est en présence du ministre marocain de l'Économie et des Finances, Mohamed Benchaâbou, de la vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), Amina Mohammed, du vice-président du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), l'ambassadeur-représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale, et de la Secrétaire exécutive de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), Vera Songwe. Ce thème non seulement permettra de débattre de trois questions d'actualité qui intéressent les pays, à savoir la mobilisation des ressources, la création d'emplois et la croissance inclusive, mais aussi de nous pencher sur les possibilités offertes par la numérisation rapide pour traiter ces questions pertinentes. La session a permis aux ministres africains d'examiner les politiques fiscales nécessaires à la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Programme de développement



de l'Afrique, l'Agenda 2063, ainsi que le rôle du secteur privé à l'ère de l'économie numérique. Le thème dans le contexte de la croissance et de la réduction de la pauvreté sur le continent montre qu'après une période de croissance modérée, les perspectives commencent à être positives. La croissance devrait s'accroître en 2019, passant de 3.2% en 2018 à 3.4% en 2019, grâce au renforcement de la demande mondiale de produits africains, à la hausse des prix du pétrole et de la consommation privée, aux investissements soutenus dans les infrastructures et à la hausse de la production pétrolière.

« La croissance du PIB par habitant, de 0,6 % en 2018, est trop faible pour influer sur la pauvreté et les inégalités. Les niveaux de pauvreté restent alarmants. Pendant la période couverte par les OMD, même si la proportion

d'Africains extrêmement pauvres est passée de 57 % en 1990 à 43 % en 2012, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté sur le continent est passé de 287,6 millions à 388,8 millions sur cette même période », a indiqué la Secrétaire exécutive de la CEA, Vera Songwe. Aujourd'hui, l'horloge indique que plus de 400 millions de personnes en Afrique, soit environ 33 pour cent de la population, vivent dans l'extrême pauvreté. « En ce jour du 25 mars 2019, l'horloge dénombre environ 5552 personnes qui ont échappé à la pauvreté, mais 5,435 autres qui y sont tombées. Pour placer l'Afrique sur la voie de la transformation économique et sociale, il est impératif de mettre en avant des réformes, des investissements et des innovations durables », souligne Vera Songwe. Un autre obstacle pour l'Afrique, c'est le déficit de financement énorme et croissant, face

à ses besoins de développement. Selon la CEA, le déficit d'infrastructures, qui constitue un obstacle majeur à l'amélioration des capacités de production, est estimé entre 130 et 170 milliards de dollars par an, dont le continent mobilise environ la moitié. À un niveau plus global, pour que l'Afrique puisse réaliser le Programme 2030, les besoins de financement supplémentaires se situent entre 614 et 638 milliards de dollars par an, tandis que les besoins de dépenses supplémentaires pour réaliser le Programme 2030 dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire inférieur s'élèvent à 1,2 milliards de dollars par an. Cela représente environ 11 % du PIB entre 2015 et 2030. En dépit de cet énorme déficit de financement, les pays africains pourraient accroître les recettes publiques de 12 à 20 % du PIB en adoptant une politique bud-

gétaire appropriée ; en taxant les secteurs difficiles à atteindre comme l'agriculture, le secteur informel et l'économie numérique ; en améliorant la mobilisation des recettes non fiscales ; en exploitant les technologies de l'information et du numérique pour élargir l'assiette fiscale, réduire le coût du recouvrement des recettes, améliorer l'administration fiscale ; en renforçant les mesures de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices, la fraude fiscale et l'évasion fiscale. Pour relever, ces défis, l'Afrique doit compter sur le secteur privé, le moteur de l'économie africaine qui emploie environ 90 % de la population active en âge de travailler, l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), qui doit augmenter le commerce intra-africain de plus de 50 %, le PIB du continent de plus de 40 milliards de dollars et les exportations de plus de 55 milliards de dollars, également, l'économie numérique prometteuse en Afrique et a le potentiel de définir la voie que la transformation économique est susceptible de prendre. « Le commerce numérique en Afrique connaît une croissance rapide, à un taux annuel estimé à 40 %, et devrait atteindre plus de 300 milliards de dollars d'ici 2025. À l'échelle mondiale, le commerce numérique représente plus de 11,5 billions de dollars et devrait atteindre plus de 23 billions de dollars d'ici 2025 », indique la CEA.

Ghislain

## Aliou Dia, nouveau Représentant résident du PNUD au Togo

M. Aliou Dia a présenté le 02 avril au Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration africaine et des togolais de l'extérieur, Prof. Robert Dussey, ses Lettres de créance l'accréditant en qualité de Représentant Résident du PNUD au Togo. « Je suis très honoré de la confiance de l'État togolais en vous remettant ce jour mes lettres de créances. Le PNUD est plus qu'un partenaire de choix du Togo pour la mise en œuvre du Plan National de développement (PND 2018-2022 et la réalisation des Objectifs de développement durable », a déclaré M. Aliou Dia. Les discussions entre les deux personnalités ont porté sur la coopération entre le PNUD et le Togo. Ils ont également abordé les questions de la diaspora togolaise, notamment du Forum économique de la diaspora togolaise que le Togo s'ap-



prête à organiser. « Je suis content que le choix soit porté sur vous, sur la jeunesse et je remercie le PNUD pour son soutien et ses appuis multiformes qu'il apporte au Togo dans plusieurs secteurs de développement. Nous bénéficions pour notre part depuis 2016 de son appui sur les questions liées à

promotion de la diaspora togolaise », a souligné M. Dussey. Aliou Dia, de nationalité sénégalaise a été nommé Représentant Résident du PNUD au Togo par l'Administrateur du PNUD, M. Achim Steiner à la suite de la réforme du Système des Nations Unies séparant la Représentation du PNUD du Bureau de Coordination du Système des Nations Unies. M. Dia dispose de plus d'une quinzaine d'années d'expérience et de pratiques dans le domaine du développement durable en Afrique avec le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies. Il a dirigé depuis 2014, les programmes du PNUD en Afrique sur l'environnement, les changements climatiques, la réduction des risques de catastrophe et le relèvement, la réponse aux crises dans les situations d'urgence complexes et l'accès à l'énergie grâce aux énergies renou-

velables. Au cours des dernières années, il a travaillé et soutenu plus d'une trentaine de bureaux de pays du PNUD en Afrique et ailleurs dans la mise en œuvre de leurs programmes-pays et de leur UNDAF (Plan cadre des Nations Unies pour l'Assistance au développement) notamment en ce qui concerne les résultats relatifs à la durabilité environnementale, au renforcement de la résilience et à la lutte contre le changement climatique. Précédemment à son arrivée au PNUD, il a eu des expériences fructueuses avec d'autres agences du Système des Nations Unies, notamment UNOCHA, UNISDR, etc., et auparavant, il a mené pendant plusieurs années des activités de recherche universitaire et d'enseignement sur les Systèmes d'Information Géographiques (SIG), la Télédétection et la Géomatique ainsi que des consultations avec des bureaux d'études internationales évoluant dans ces domaines.

Théophile

## FINANCES-BANQUES

## Oragroup entre à la BRVM le 16 Avril prochain

Après avoir obtenu l'aval du Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF), Oragroup devrait être admise à la côte de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) d'Abidjan dès ce 16 avril 2019. Le titre sera logé au premier compartiment de la BRVM. Cette cotation du groupe bancaire panafricain, qui porte sur 20% de son capital (capital flottant), intervient quelques

mois après son Offre publique de vente (OPV), qui s'est déroulée d'octobre à novembre 2018. En effet, l'OPV avait été souscrite à 100%, permettant ainsi de mobiliser plus de 56 milliards FCFA. A ce titre, cela aura été l'opération la plus importante jamais enregistrée par la BRVM. Notons que, sur les 80% restant du capital du Groupe dirigé par la Malienne Binta Touré Ndoye, plus de 50% sont détenus par l'in-



vestisseur Emerging Capital Partners (ECP). Par ailleurs, depuis 2014, Oragroup affiche une bonne santé financière, avec une

croissance de 45% de son total bilan, à 1794 milliards de francs CFA (2,72 milliards €), à fin 2017. Dans le même temps, son produit net bancaire a connu une hausse de 33%, pour plafonner à 108 milliards de francs CFA (164 millions €). Pour rappel, cette holding est présente dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, dont le Togo qui abrite son siège social. Avec 139 agences bancaires et 1811 collaborateurs, le Groupe opère dans quatre zones monétaires (Uemoa, Cemac, Guinée Conakry et Mauritanie).

## M. DOSSO BAKARY, DIRECTEUR PAR INTÉRIM DU BUREAU SOUS-RÉGIONAL AFRIQUE DE L'OUEST DE LA CEA (BSR-AO/CEA) «Le dossier sahel est une préoccupation pour le Secrétaire général des Nations Unies»

En marge de la 52ème Session et Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (COM2019), organisées par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Ministère de l'économie et des finances du Royaume du Maroc du 20 au 26 mars prochain, à Marrakech (Maroc), le bureau sous régional pour l'Afrique de l'Ouest de la CEA a présenté le Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel en vue d'informer le public de son exécution pour promouvoir la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, et d'informer le public de l'étude socioéconomique prospective réalisée sur le Sahel sous l'égide de la CEA. La région du sahel comprend 10 Etats à savoir, Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad.

M. Dosso Bakary, Directeur par intérim du Bureau sous-régional Afrique de l'Ouest de la CEA (BSR-AO/CEA), dans un entretien nous parle des résultats de ce plan et les recommandations afférentes.

### Pourquoi un panel sur la région du sahel à Marrakech comme évènement parallèle à la COM2019 ?

M. Dosso Bakary : Nous avons eu le plaisir d'avoir un évènement parallèle sur le sahel en marge de la 52ème Session et Conférence des Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (COM2019). Le dossier sahel est une préoccupation pour le Secrétaire général des Nations Unies par rapport aux violences et conflits qui se passent dans la région. Pour ce panel, nous avons réuni le Groupe des Nations Unies pour le développement durable (GNUDD) en Afrique de l'Ouest, le Bureau du Conseiller du Secrétariat général pour le sahel (OSAS) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le sahel (UNOWAS) et la CEA. Nous avons présenté les questions de développement sur la stratégie intégrée des Nations Unies pour le sahel, les questions sécuritaires et aussi une étude prospective « vision sahel 2043 » faite par la CEA pour avoir une vision à long terme sur le sahel, les facteurs structurants autour desquels il fallait intervenir pour que le sahel puisse être un havre de paix, avoir une vision pour permettre à la population



de vivre en paix et créer de l'emploi dans le sahel.

### Quels sont les points saillants de cette étude prospective ?

M. Dosso Bakary : Il ressort trois messages. Primo, c'est que le futur du sahel dépend du leadership de l'état. L'élément principal au sahel en dehors des financements, c'est la capacité de l'Etat à montrer la direction, à gérer ou mettre en œuvre les différentes directions qui ont été proposées. Un autre élément, il y a beaucoup des besoins importants dans le sahel mais pour que l'Etat puisse atteindre ces résultats, l'état doit travailler ensemble avec la société civile, les partenaires sociaux, les communautés main dans la main. Si rien n'est fait à l'heure actuelle par rapport à la situation,

et si l'état ne se réinvente pas, la société civile ne se réinvente pas, il serait difficile d'atteindre les ODD et l'Agenda 2063 de l'Union africaine (Scénario du train). Il faut noter également, les variables organisationnelles au niveau du sahel ce qui veut dire, que l'organisation de la société doit être en relation avec le gouvernement, très important ! La société civile doit faire partie de la définition des différentes politiques et si cela n'est pas fait, alors, le sahel va tout droit à un scénario catastrophe c'est à dire un gouvernement qui n'écoute pas les demandes sociales (scénario pessimiste), la société ne le prendra pas comme un acteur de développement et de façon légale et elle ne s'impliquera pas dans le processus de développement. Ce qui va arriver, c'est que les questions de sécurité risquent d'être privilégiées par l'Etat au dépend du social, et c'est que nous ne souhaitons pas.

### Quelles recommandations faites-vous à la région du sahel ?

M. Dosso Bakary : Nous faisons une bonne recommandation pour aller vers le scénario que tout le monde veut ; que toutes les questions du sahel soient considérées par l'état et par la société, la communauté comme un bien public. Les deux entités doivent travailler pour aller vers ce qu'on appelle « le grand saut du sahel ». Par ailleurs, l'étude prospective a démontré que malgré tous les défis, ce qui est important, c'est l'exploitation du potentiel énorme qui existe au sahel, ce qui implique qu'il faut changer du narratif au niveau du sahel ; et pour aller au scénario optimiste, il faut que l'état et la société civile travaillent ensemble pour la réalisation des stratégies intégrées.

### C'est étude est-elle contraignante aux pays du sahel ?

M. Dosso Bakary : Non, pas du tout ! C'est

juste des recommandations que nous faisons aux Etats. La CEA est une plateforme de savoir, de production des connaissances « think tank » et réfléchit sur les différentes questions de développement socioéconomique. Tous les 10 Etats ont contribué à la réalisation de cette étude puisque nous avons eu à associer les techniciens, les planificateurs pour un renforcement de capacité à Dakar. La CEA émet juste des études et son application incombe aux Etats. Il revient aux états de l'approprier et de s'impliquer dans les différentes préoccupations.

### Parlez-nous le Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel

M. Dosso Bakary : Le Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel a été lancée en 2013 afin de tirer parti des progrès déjà réalisés et de mettre les objectifs de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel en conformité avec les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le Plan d'appui des Nations Unies n'est ni une nouvelle stratégie ni un nouveau programme. En fait, il a été adopté en vue de renforcer la coordination entre les initiatives et les mécanismes déjà en place et d'accélérer la réalisation de résultats concrets sur le terrain. En outre, il a été élaboré pour appuyer les priorités nationales des 10 pays concernés par la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et combler les lacunes existant en matière de gestion des crises et de préparation aux crises dans le cadre des problèmes régionaux, sous-régionaux et transfrontaliers. Le plan souligne l'importance du lien entre l'action humanitaire et le développement et entre la sécurité et la paix et adopte une méthode volontariste de lutte contre les crises axée sur la prévention.

Propos recueillis par Joseph G

## TOURISME AXE 1 PND

### Le Togo ambitionne optimiser les performances de la gestion des structures hôtelières

Après avoir jeté les bases du développement du tourisme au Togo dans les années 70 et 80 en dotant les différentes villes du pays des établissements hôteliers de grande et moyenne capacités d'accueil et d'hébergement, des infrastructures nécessaires pour la bonne marche du tourisme, l'Etat a vu ses efforts qui dans le temps permettaient au secteur du tourisme d'être prolifique, connaître des difficultés suite aux crises socio-politiques depuis les années 90. Ainsi, pour redorer le blason au secteur du tourisme, cela passera aussi par la qualité de gestion des hôtels surtout ceux de l'Etat. Pour cela, le Ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs

en collaboration avec la Direction de la réglementation de l'inspection et du contrôle des établissements hôteliers et de base, offre du 02 au 04 avril à Kpalimé (23 kilomètres au nord-ouest de la capitale), une formation à l'endroit d'une vingtaine de Directeurs comptables et caissiers en charge des hôtels d'Etat. Ces acteurs de la chaîne administrative et financière des hôtels d'Etat vont être outillés sur l'approche d'une bonne gestion financière, la tenue de la comptabilité et aussi, le système et l'usage des documents comptables dans les hôtels d'Etat. « La rentabilité des hôtels d'Etat doit être de mise d'où la nécessité d'avoir les ressources humaines qui soient à la hauteur de

la tâche », a expliqué Kossivi EGBETOGNON, Ministre de la Culture, du Tourisme et des Loisirs. Dans le souci de booster l'économie, tous les secteurs ont leur rôle à jouer pour atteindre le résultat escompté en témoigne le secteur du tourisme dont le maillon essentiel est l'hôtellerie. D'où, cette formation en appui aux infrastructures hôtelières qui fait partie intégrante du Plan National de Développement (PND) lancé le 04 mars dernier par le Chef de l'Etat, lequel Plan dans son axe 3 prévoit la création de cités modernes dans les zones urbaines et semi-urbaines. Pour Atara, Secrétaire Général au ministère du tourisme, « Il s'agit de faire du Togo tout à la fois un hub



logistique et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région ». Au terme des prévisions de cet axe entièrement dédié à l'emploi en milieu urbain, 400 à 1200 villas et appartements seront construits. Des équipements socioéconomiques de proximité seront installés. Anèho, Tsévié, Tabligbo,

Amlamè, Badou, Bassar, Mango, Kanté, Tchamba et Pagouda sont 10 villes secondaires qui seront dotées de voiries urbaines et d'ouvrages hydrauliques. Ceci doit permettre leur intégration économique et l'amélioration de la qualité de vie.

KPOWOADAN Yao

## AGRICULTURE

### 137.726 de tonnes de café produites en 2018 dans la zone Uemoa

La production de café a connu une augmentation de 167,3% au terme de la campagne 2018/2019 pour se situer à 137.726 tonnes, selon le rapport sur la « Politique monétaire dans l'UMOA

– Mars 2019 ». Cette situation traduit un retour à la normale, après la baisse importante induite par la perte d'une bonne partie de la floraison sous l'effet de fortes pluies lors de la campagne 2017/2018.

Selon la même source, la récolte du coton graine est estimée à 2.509.970 tonnes au sein de l'Union durant la campagne 2018/2019, en progression de 3,1% par rapport à la campagne précédente. La

bonne tenue de la production de coton graine est attribuable à une pluviométrie globalement satisfaisante dans les zones de production et au maintien des mesures de soutien aux producteurs, notamment la mise à disposition des intrants et d'un encadrement technique.

## CIR

## Aider les acteurs des filières anacarde, karité et soja à aller à une véritable entreprise

En septembre 2018, le gouvernement avec l'appui du Cadre Intégré Renforcé (CIR) a lancé le projet de durabilité et de renforcement des capacités commerciales de l'anacarde et du karité (Prodak) lequel vise à améliorer la qualité de l'anacarde et du karité ainsi que leurs dérivés afin de les rendre compétitifs sur les marchés, à accroître les recettes d'exportation de l'anacarde et du karité considérés comme des produits à fort potentiel. Comment outiller les acteurs de la filière de soja, de l'anacarde et du karité sur le management et le leadership ainsi que les outils modernes de gestion des unités de transformation à devenir de véritable entreprise? Du 13 au 15 mars dernier, dans la mise en œuvre de la première composante du Prodak « Renforcer les capacités organisationnelles et techniques des acteurs, améliorer les capacités techniques et technologiques des unités de transformation », le ministère du commerce de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale or-

ganise à l'endroit des responsables des organisations professionnelles et paysannes, une sensibilisation et formation autour du thème « Appui-conseil, renforcement des capacités organisationnelles et managériales » à Kara (430 Km de Lomé). « Cette initiative vient conforter les efforts du gouvernement dans la restructuration des différentes filières agricoles et commerciales de notre pays pour une meilleure connectivité aux chaînes de valeur mondiale. Aujourd'hui, le Togo est résolument engagé dans une dynamique de transformation et de promotion des exportations de biens et services telle que défini dans le Plan national de développement (PND), notamment l'axe 2, qui vise à développer les pôles de transformation agricoles, manufacturiers et d'industries extractives », a indiqué ABE Talime, point focal CIR, représentant le ministre du commerce de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale. En outre, « l'atelier mettra un accent particulier sur la contractualisation



à travers le business modèle du Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA), lancé par le Chef de l'Etat, pour répondre aux multiples besoins et sollicitations des acteurs économiques relatifs à l'épineux problème d'accès au crédit », a-t-il ajouté. Pour rappel, le Prodak est financé à plus de 5,6 millions USD et devait permettre au Gouvernement togolais de moderniser les secteurs agricoles et commerciaux, pour faciliter et encourager les activités de pro-

duction, de transformation, de commercialisation et d'exportation des produits togolais afin d'améliorer la vie des togolais. Le Prodak bénéficie des partenaires d'exécution notamment la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), et la GIZ, la branche technique de la coopération allemande, partie prenante de sa mise en œuvre.

## INTÉGRATION RÉGIONALE

## Après l'Ethiopie, la Gambie ferme la marche des 22 ratifications, minimum nécessaire pour l'entrée en vigueur de la Zleca



Le 21 mars 2018, Kigali avait rendez-vous avec l'histoire du siècle. Les chefs des États membres de l'Union africaine ont paraphé la création de la zone de libre-échange la plus large du monde, en l'occurrence la zone de libre-échange continentale africaine, connue sous l'acronyme ZLECA, qui augure et ambitionne que 90 % des échanges de biens seront dégrevés des droits de douane. La mise en œuvre de la ZLECA devrait accroître les échanges intra-africains de 16%. Après l'Ethiopie, le seuil de 22 ratifications, minimum nécessaire pour l'entrée en vigueur de la Zleca, a été atteint le 2 avril avec la ratification de la Gambie. Et le moins que l'on puisse dire est que cette signature était très attendue notamment par les pays qui l'ont précédé pour préparer le lancement officiel de la Zleca en juillet 2019, à Niamey, en marge du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, comme l'avait préconisé le président du Niger, Issoufou Mahamadou, « Champion de la Zleca ». Dès à présent, les pays signataires devront négocier entre

autres, les aspects et les modalités de la mise en application de cet accord, notamment, les règles d'origine, les modalités de paiement, les concessions tarifaires pour le commerce des marchandises et de règlement et les obstacles non tarifaires. Dans l'espace CEDEAO, 9 pays sur 15 ont ratifié l'accord dont le Togo en décembre 2018. Pour rappel, la ZLECA s'étendra sur un marché de 1,2 milliard de personnes, représentant un produit intérieur brut (PIB) de 2 500 milliards de dollars dans l'ensemble des 55 États membres de l'Union africaine. La mise en œuvre de la ZLECAf devait permettre d'accroître le volume d'exportation de 35 milliards US par an soit 52% d'ici 2022, et de réduire l'importation de 10 milliards US. Les exportations agricoles et industrielles devaient augmenter de 4 milliards US, ce qui créerait de l'emploi et de la richesse sur le continent africain. Avec des tarifs moyens de 6,1%, les entreprises sont actuellement confrontées à des droits de douane plus élevés lorsqu'elles exportent en Afrique plutôt qu'en dehors du continent. Selon la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), la ZLECA éliminera progressivement les droits de douane sur le commerce intra-africain, ce qui permettra aux entreprises africaines de négocier

plus facilement sur le continent, de répondre aux demandes du marché africain en pleine croissance et de profiter des avantages offerts par ce dernier. « La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine devrait entraîner un gain net de 2,8 milliards de dollars américains en revenu réel pour les Africains », explique Hanan Morsy, Directeur du département des politiques macroéconomiques de la Banque africaine de développement (BAD). Stephen Karingi, directeur de l'intégration régionale, des infrastructures et du commerce à la CEA, a déclaré que dans plusieurs cas, comme le secteur minier,

l'ACFTA, rendrait les chaînes d'approvisionnement et les chaînes de valeur, sur tout le continent, mieux résistantes aux bouleversements mondiaux. Avec le commerce intercontinental à un niveau record, ce ne sont pas seulement la coopération régionale, mais les réformes des infrastructures qui seront essentielles pour surmonter les obstacles à l'accès, à la prestation de services et à la croissance économique, en soulignant la valeur ajoutée du bloc commercial. Ce projet de ZLECA, est une des pierres angulaires de l'agenda 2063 de l'UA, est en discussion depuis 2012. La zone libre-échange doit également faire face à l'absence du Nigeria, première économie du continent.

Clémentine

## AFRIQUE

## La BAD et le Groupe Attijariwafa bank s'associent pour soutenir les femmes entrepreneurs

La Banque Africaine de Développement (BAD), le Groupe Attijariwafa bank et plusieurs associations patronales féminines ont signé, le 14 mars dernier, une convention de partenariat portant sur l'accompagnement des femmes entrepreneurs africaines, à l'occasion de la 6e édition du Forum international Afrique Développement à Casablanca, au Maroc. Convaincus que les femmes jouent un rôle essentiel dans l'avenir de l'Afrique, la BAD et le Groupe Attijariwafa bank renforcent, avec cette convention, leur volonté partagée de contribuer à promouvoir l'entrepreneuriat féminin sur le continent. Intitulé « Stand Up For African Women Entrepreneurs » (SUFawe), ce partenariat a été paraphé par Mohamed El Kettani, président-directeur général du Groupe Attijariwafa bank, Leïla Farah Mokaddem, responsable pays de la BAD au Maroc, Touré Diabaté Massogbè, vice-présidente de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), Mariama Fall, présidente du groupement d'intérêt économique « Les femmes de la Fayda » au Sénégal, Yomna El Sheridy, présidente de BWE21 en Égypte, et par Aïcha Laasri Amrani, présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprise du Maroc (AFEM). Le Groupe Attijariwafa bank s'engage à offrir aux femmes entrepreneurs affiliées aux associations partenaires, ainsi qu'à ses clientes actuelles ou futures, des solutions de financement à des conditions avantageuses qui répondent à leurs besoins. Mais aussi à les faire bénéficier des meilleures conditions de conseil et de prise en charge.

## ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Récupéré N° 0494/ 08 / 04 / HAAC

Directeur de Publication  
Joseph GADAH  
(228) 90 30 85 10

Rédaction  
Joseph  
Ghislain  
Raïssa

Imprimerie  
La Colombe

Infographie  
Benjamin K. Tchabi  
90369796

Tirage  
2000 Exemplaires

## Comment se porte l'économie africaine?

### BANQUES ET FINANCES

## CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO, ouvre deux nouvelles agences à KARA et CINKASSE

La filiale du Togo de CORIS BANK INTERNATIONAL a ouvert ses Agences de CINKASSE le 28 février 2019 (680 Km de Lomé) en présence du Secrétaire Général de la Préfecture représentant le Préfet et à KARA (430 Km de Lomé) le 1er mars 2019 le Préfet de la Kozah le Colonel Bakali qui n'a pas caché sa joie. Il a salué les dirigeants de la Banque pour le choix porté sur Kara pour abriter une agence. Désormais, il est possible d'effectuer toutes les opérations bancaires dans les agences à KARA et à CINKASSE. L'ouverture de ses agences s'inscrit dans la politique d'extension du réseau d'agences sur toute l'étendue du territoire national, afin de toucher toutes les couches

sociales et être plus proche de la clientèle. Alassane KABORE, Directeur Général déclare « À travers notre présence à KARA et CINKASSE, nous sommes ainsi convaincus chaque jour davantage que c'est réellement par la proximité que nous pourrions créer les changements tant attendus : satisfaire les demandes de la clientèle en temps et accompagner également les TPE, PME dans les projets de développement ». Il faut noter que la cérémonie d'ouverture de l'agence Kara a coïncidé avec les CORIS DAYS dédiés aux actions sociales en faveur des populations et mais également des rencontres thématiques. C'est ainsi que, CORIS BANK INTERNATIONAL a offert au cours de cette



### La Banque Autrement

cérémonie d'inauguration, des dons à la préfecture de la Kozah. Les dons ont été remis au Préfet de la Kozah par le Directeur Général. Il s'agit des Matelas hospitaliers pour le Centre Hospitalier Universitaire de Kara ; des Produits pharmaceutique de première nécessité pour le Centre Médico-social de l'Université de Kara ; des Poubelles à la mairie et à la préfecture. CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO est la quatrième filiale de CORIS HOLDING dont le siège est basé à Ouagadougou au Burkina Faso. CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO a lancé offi-

ciellement les activités en février 2015 et ambitionne de devenir la banque de référence en matière de financement de projets économiques à travers une offre de produits et services diversifiés à des coûts compétitifs. Depuis son lancement au Togo, la banque ne cesse de séduire sa clientèle à travers une panoplie de produits et services financiers, à l'instar de ses comptes épargnes accessibles à chaque bourse, à savoir CORIS EPARGNE KID, CORIS EPARGNE DADA, CORIS EPARGNE KDO, CORIS EPARGNE LEADER. CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO couvre actuellement Lomé à travers sept (7) agences à savoir l'agence Principale, l'agence Grand Marché, l'agence Hedzranawoe, l'agence du Port, l'agence Agoe, l'agence Kara et l'agence Cinkansé. Le projet d'extension du réseau d'agences se poursuivra avec prochainement de deux autres agences mais également l'ouverture d'une branche de la finance islamique au cours de cette année 2019.

Alain

### INCLUSION FINANCIERE

## Pour ses 5 ans, le FNFI lance deux nouveaux produits

« Vous et nous c'est le même combat, celui du développement et de la prospérité », adéclaré Faure Gnassingbé, Chef de l'Etat togolais à l'occasion du 5<sup>e</sup> anniversaire, du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) le 23 mars dernier à Kara (420 km de la capitale togolaise). Ce programme de micro crédit a déjà englouti plus d'1.500.000 Togolais pour un montant estimé à plus de 80 milliards de FCFA avec un taux de remboursement de 95%. Pour son succès, deux nouveaux produits ont été lancés: le Produit Refinancement direct des bénéficiaires auprès des partenaires financiers et le Produit Accompagnement à la Formalisation (PAF). Le PAF s'adresse, notamment, aux jeunes promoteurs régulièrement installés exerçant une activité génératrice de revenus dans les services,

la production, la transformation, le commerce, le stockage ; Les crédits octroyés serviront à l'achat d'équipements ou permettront d'assurer un fond de roulement avec un taux de 9% par an, les crédits seront remboursables sur 24 mois. « Avec ces nouveaux produits, les bénéficiaires devraient effectivement contribuer à la croissance du PIB au Togo », a fait savoir Mazamaesso Assih, Secrétaire d'Etat en Charge de la Finance Inclusive. A cette occasion, deux conventions ont été signées, une, entre Orabank et FNFI, et ensuite entre Orabank et les institutions partenaires du FNFI. Les deux nouveaux produits représentent un pas de plus vers la concrétisation de l'axe 3 du Programme National de Développement (PND) qui cherche à consolider le développement so-



cial et renforcer les mécanismes d'inclusion ; le renforcement du système éducatif et de la formation professionnelle, la fourniture des services sociaux de base (soins de

santé de qualité, eau, électricité domestique), l'employabilité des jeunes, l'inclusion financière, l'équité et l'égalité des sexes, la protection sociale et de l'environnement.

### MÉDIAS

## Canal + Togo s'engage pour un environnement de vie meilleure



Au cours d'une rencontre organisée le 13 mars à Lomé, Canal + Togo a officiellement annoncé à la presse son partenariat avec Africa Global Recycling (AGR). Ledit partenariat va permettre à Canal + de remplir sa Responsabilité

Sociétale d'Entreprise (RSE). Un (1) an après avoir lancé son nouveau décodeur en Haute Définition (HD) donnant accès à une cinquantaine de chaînes, dans le souci de ne pas retrouver les anciens kits (décodeurs, cartes, télécommandes) dans la rue,

dans les caniveaux voire même brûlés avec toutes les conséquences que cela peut causer, Canal + Togo invite ses abonnés à apporter sans obligation aux « canal + store » les kits inutilisables conservés après échange de décodeur. Ces kits une fois apportés vont être collectés et recyclés par Africa Global Recycling (AGR) pour éviter que ces accessoires considérés comme des déchets électriques et électroniques ne soient un danger pour l'organisme et l'environnement. Pour Alexandre COHEN, Directeur Général de Canal+ Togo, « Il est important de pouvoir faire en sorte que l'environnement ne soit pas dégradé. Donc, nous invitons nos abonnés

à participer à cet effort environnemental en apportant l'ancien décodeur pour recyclage. Quelques mois après avoir lancé cette opération de collecte d'anciens kits, un (1) client sur deux (2) ont répondu à cet appel pour 23000 unités de cartes, décodeurs et télécommandes collectés ». « Le décodeur est complètement démantelé et séparé en différentes catégories entre autres, plastiques, métaux, cartes électroniques ainsi que des sous-produits. Ces matières sont recyclées pour fabriquer d'autres produits permettant de sauvegarder l'environnement », a expliqué Edem d'Almeida, Directeur Général Africa Global Recycling (AGR).

## L'UMOA approuve les comptes de la BOAD pour l'exercice clos au 31 décembre 2018

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a approuvé les comptes de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, arrêtés par le Conseil d'Administration de la BOAD en sa 112<sup>e</sup> session qui s'est tenue à Dakar le 20 mars 2019. Les résultats de la Banque en hausse de 36,7 % par rapport à l'exercice 2017, après affectation viendront renforcer le mécanisme de bonification de l'Institution et les fonds propres de la BOAD s'élevant à date au montant de 707 Milliards de FCFA environ 1, 2 Milliards de USD. Le Président de la BOAD informe le conseil de la décision prise par le Conseil d'Administration sur proposition des plus hautes autorités maliennes, de proroger le mandat de M. Bassary TOURE, Vice-Président de la BOAD, jusqu'au 28 février 2020.

**BIA Togo**  
Attijariwafa bank


Croire en vous

**UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE À LA BIA TOGO**

DÉSORMAIS CONSULTEZ VOS COMPTES, FAITES VOS VIREMENTS ET BIEN PLUS ENCORE DEPUIS CHEZ VOUS

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !  
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



f BIA Togo    t BIA Togo    ☎ 22 22 86 93

**BIA Togo**  
Attijariwafa bank

Croire en vous

**UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE...**

- VIREMENT DE SALAIRES OU MULTIPLES,
- ÉDITION DE VOS EXTRAITS DE COMPTES, ...

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !  
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



**BIA Togo**  
Attijariwafa bank

Croire en vous

**UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE S'OUVRE À VOTRE BANQUE**

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !  
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



BiaNet BiaMobile les solutions digitales disponibles 7j/7 24h/24

**La Banque qui innove et vous simplifie la vie !**